

Quand les conservateurs réfléchissent à eux-mêmes

It's the Regime, Stupid ! A Report from the Cowboy West on Why Stephen Harper Matters, de Barry Cooper, Toronto, Key Porter Books, 2009, 279 p.

Harper's Team. Behind the Scenes in the Conservative Rise to Power, de Tom Flanagan, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2009, 369 p.

Blue Thunder. The Truth about Conservatives from Macdonald to Harper, de Bob Plamondon, Toronto, Key Porter Books, 2009, 504 p.

Frédéric Boily

Volume 29, numéro 1, 2010

Minorités, langue et politique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/039963ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/039963ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Boily, F. (2010). Quand les conservateurs réfléchissent à eux-mêmes / *It's the Regime, Stupid ! A Report from the Cowboy West on Why Stephen Harper Matters*, de Barry Cooper, Toronto, Key Porter Books, 2009, 279 p. / *Harper's Team. Behind the Scenes in the Conservative Rise to Power*, de Tom Flanagan, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2009, 369 p. / *Blue Thunder. The Truth about Conservatives from Macdonald to Harper*, de Bob Plamondon, Toronto, Key Porter Books, 2009, 504 p. *Politique et Sociétés*, 29(1), 261–278. <https://doi.org/10.7202/039963ar>

Tous droits réservés © Société québécoise de science politique, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

SYNTHÈSE CRITIQUE

QUAND LES CONSERVATEURS RÉFLÉCHISSENT À EUX-MÊMES

It's the Regime, Stupid! A Report from the Cowboy West on Why Stephen Harper Matters, de Barry Cooper, Toronto, Key Porter Books, 2009, 279 p.

Harper's Team. Behind the Scenes in the Conservative Rise to Power, de Tom Flanagan, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2009, 369 p.

Blue Thunder. The Truth about Conservatives from Macdonald to Harper, de Bob Plamondon, Toronto, Key Porter Books, 2009, 504 p.

Voici trois ouvrages qui parlent du mouvement conservateur canadien, encore que chacun le fasse d'une façon fort différente l'un de l'autre. *Blue Thunder* de Bob Plamondon se range dans le registre de l'histoire politique classique. En effet, son auteur se propose de procéder à une analyse de l'ensemble du parcours des chefs qui ont dirigé le Parti conservateur (PC) au cours de son histoire, une entreprise à laquelle personne ne s'était alors attaqué aussi spécifiquement. Le livre de Thomas Flanagan est d'une autre nature, puisqu'il s'agit d'un compte rendu détaillé, et passionnant, concernant l'organisation des diverses campagnes qui ont permis à Stephen Harper d'atteindre les plus hauts sommets du pouvoir. Il s'agit d'une radioscopie de cette ascension à la tête des troupes de l'Alliance canadienne (AC) jusqu'au Parti conservateur et, enfin, à la formation du gouvernement. Des trois, c'est celui de Barry Cooper, politologue et collègue de Tom Flanagan à l'Université de Calgary, qui se rapproche le plus de l'essai pamphlétaire, comme l'indique son titre choc. Plus exactement, il s'agit d'une sorte de coup de gueule d'un intellectuel albertain convaincu que tous ceux qui résident à l'est du Manitoba ne comprennent à peu près rien à l'ouest du pays.

BARRY COOPER: UN COWBOY EN COLÈRE

Ceux qui ont déjà fréquenté l'œuvre du politologue Barry Cooper seront en terrain de connaissance. Là, ils reconnaîtront un argument développé antérieurement avec son collègue et historien

David J. Bercuson dans ses essais du début des années 1990¹; ici, un argument avancé dans un de ses nombreux textes, essentiellement pour le *Calgary Herald*; ailleurs, une thèse tirée d'un texte savant dans le domaine de la philosophie politique. Le tout est combiné en une nouvelle mouture qui en fait une publication assez neuve.

L'ouvrage est né, raconte-t-il, d'un court périple avec un ami qui devait se rendre à Medicine Hat pour y acheter du bétail. Cette petite histoire avec laquelle B. Cooper ouvre n'a pas seulement pour objectif de donner de la couleur à son propos. Elle sert surtout à faire comprendre au lecteur qu'il s'agit des réflexions d'un partisan, celui d'un « cowboy » albertain, comme il se décrit lui-même, lequel est profondément dépité par l'évolution du régime canadien.

Ainsi, dans un langage rude, il s'impatiente, dès le début, contre la « stupidité » (*sheer stupidity*) des Ontariens, parce que ces derniers continuent d'appuyer électoralement un régime corrompu, tout comme il ironise sur l'ancienne gouverneure générale et son conjoint John Saul, deux représentants honnis de la gauche libérale « caviar *made in Canada* ». Ajoutons les passages contre les environnementalistes, autre bête noire de l'auteur, et tout cela produit un ouvrage qui détonne quelque peu dans le paysage des essais politiques canadiens, généralement plus polis.

Mais, au-delà du style plutôt vindicatif et du caractère pamphlétaire de l'œuvre, il y a des fondations théoriques sur lesquelles B. Cooper construit son analyse. Celles-ci s'ancrent dans le socle de la philosophie politique classique, car, tout cowboy qu'il soit, l'auteur est loin d'être dépourvu d'érudition. À ses yeux, le problème fondamental qui affecte le Canada ne relève pas de l'histoire ou encore de l'unité nationale et ce n'est pas un problème qu'il est possible de régler par la mise sur pied de nouvelles institutions politiques ou la reconnaissance de telle ou telle nation. Il est d'une tout autre nature, et c'est celui du régime politique lui-même.

Par régime, B. Cooper entend l'organisation de la Cité, laquelle repose sur une compréhension collective – ou, si l'on veut, un bien commun – qui est partagée par l'ensemble du corps social (chapitre 1). Or, il explique que la question du meilleur régime était, pour Platon et Aristote, indissociablement liée à celle de la valeur morale des gouvernants. Chaque régime produit ou secrète ainsi un type particulier de gouvernants. Le « Qui gouverne ? » se trouvait en étroite relation avec la personnalité de ceux qui atteignent les plus hautes fonctions et surtout la conception qu'ils se font du bien public. « *To summarize: the regime is, concretely, a ruling*

1. David J. Bercuson et Barry Cooper, 1991, *Deconfederation. Canada Without Quebec*, Toronto, Key Porter Books; David J. Bercuson et Barry Cooper, 1994, *Derailed. The Betrayal of the National Dream*, Toronto, Key Porter Books.

group that embodies and defends what its members think is most important about the political community, which is, in classical terms, its collective opinion about the best way of life. » (p. 28) Dans un tel contexte, la personnalité des dirigeants politiques et les valeurs qu'ils défendent acquièrent une importance fondamentale, car si les dirigeants sont d'une fibre morale de piètre qualité, le régime ne pourra lui aussi qu'être de la même mauvaise eau.

Le grand problème, c'est que le régime canadien est maintenant corrompu dans ses fondements, car les élites politiques sont parvenues à imposer une vision des choses, celle de l'Est, qui ne correspond plus à l'ensemble du pays, ce qui est objet de dénonciation dans le deuxième chapitre. Cette *Eastern vision* est symbolisée par le « mythe de la garnison » de Northrop Frye, idée selon laquelle le Canada doit se concevoir comme un espace de résistance aux avancées politiques et culturelles en provenance des États-Unis. Exprimée dans la thèse laurentienne, la mentalité de garnison réduit le Canada, affirme B. Cooper, à la vallée du Saint-Laurent et aux Grands Lacs, ce qui a pour effet de nier les autres représentations du pays, notamment celle propre à l'Ouest. Car ce qui prédominerait, aussi bien en Alberta qu'en Colombie-Britannique, c'est la thèse du *recommencement*. Ceux qui ont élu domicile dans l'Ouest ne se croient pas dans une forteresse ; au contraire, ils pensent plutôt faire partie d'un espace continental américain. En ce sens, il n'existerait pas d'identité pancanadienne, mais plutôt différentes façons de concevoir le pays, encore que, sur le plan des idées politiques, le Canada soit résolument un pays libéral, ayant peu à voir avec le conservatisme.

En effet, comme George Grant à une autre époque, l'auteur se demande s'il existe une telle chose que le conservatisme canadien (chapitre 3). Après avoir d'abord fait remarquer, avec justesse, qu'il n'y a guère de consensus sur ce qu'est le conservatisme et que ses frontières avec le libéralisme sont loin d'être claires, B. Cooper affirme que le Canada n'est pas conservateur. S'inspirant de Janet Ajzenstat, il affirme que, depuis le milieu du XIX^e siècle, le pays est acquis au libéralisme et à la démocratie. Et pas plus qu'il n'y a de conservatisme canadien, pas plus il n'y a de conservatisme dans l'Ouest, affirmation qui n'est pas sans surprendre. Que le Canada ne soit pas un pays conservateur, la chose se conçoit sans peine. Toutefois, affirmer qu'il n'y a pas de conservatisme dans l'Ouest se révèle une idée qui ne peut être acceptée qu'au prix d'un aplatissement des différences entre libéraux et conservateurs. Mais pourquoi B. Cooper soutient-il cette thèse ?

Il croit tout simplement qu'il y a eu méprise quant à la façon dont la culture politique de l'Alberta a été analysée. Ces mésinterprétations ont été véhiculées par différents interprètes, notamment C.B. Macpherson à qui il reproche d'avoir imposé une thèse,

celle de l'aliénation de l'Ouest, reprise par Roger Gibbins et plus récemment par Doreen Barrie². Or, ce terme d'aliénation a fait en sorte que les revendications autres que celles des provinces du centre auraient été vues comme le symptôme d'une maladie populiste et conservatrice propre à l'Ouest. En fait, ceux qui utilisent cette notion d'aliénation partagent l'idée de régions qui sont sous la dépendance impériale d'un centre, d'où la connotation négative qui entoure leurs revendications politiques. S'inspirant de James Mallory, Barry Cooper avance alors que l'Alberta a été pensée comme une province au sens romain du terme, laquelle est sous la domination d'un centre à qui il faut payer un tribut. Ainsi comprise, la confédération est présentée comme une annexion (p. 110-112).

C'est aussi au prisme de la critique de la thèse laurentienne que B. Cooper examine le rôle du gouvernement central (chapitre 4). Plus exactement, parce qu'il est construit sur le modèle mythique de la garnison, l'État fédéral aurait la mission de protéger la collectivité (entendre les intérêts de l'Est). Reprenant cette fois les analyses d'Alan Cairns, l'auteur veut montrer que les liens entre la société et l'État se sont trop approfondis (*embedded state*), ce qui a eu pour effet de créer une culture politique dysfonctionnelle, voire perverse, dans la mesure où une culture politique de la dépendance et du « tout m'est dû » s'est imposée au cœur de l'édifice fédéral. Dans l'esprit de la critique hayékienne de la démocratie assaillie par les groupes d'intérêts, B. Cooper affirme que, depuis l'avènement de la Charte, l'État est pris d'assaut par des groupes qui cherchent à obtenir toujours plus d'avantages particuliers. Cette dynamique fonctionne d'autant mieux que les bureaucrates eux-mêmes trouvent profit à ce qu'un tel système perdure et s'auto-produise (chapitre 5). Puisant aux thèses de Donald J. Savoie sur la concentration du pouvoir dans les mains du premier ministre, B. Cooper avance que le développement de l'État-providence canadien – deux fois trop gros selon lui – a perverti le sens originel du keynésianisme, notamment le caractère temporaire des mesures mises en place durant la Seconde Guerre mondiale. Alors qu'il devait viser une simple correction des inégalités, le keynésianisme en est venu à se voir comme une entreprise cherchant l'égalisation pour l'ensemble des membres de la société. Emporté par cette fougue égalisatrice, le gouvernement se sert du pouvoir fédéral de dépenser pour imposer sa vision nationale des choses.

2. C.B. Macpherson, 1962, *Democracy in Alberta: Social Credit and the Party System*, Toronto, University of Toronto Press; Roger Gibbins, 1980, *Prairie Politics and Society: Regionalism in Decline*, Toronto, Butterworths; Doreen Barrie, 2006, *The Other Alberta: Decoding a Political Enigma*, Regina, Canadian Plains Research Centre.

En ce sens, le sixième chapitre qui traite des fruits de la commission Gomery s'emboîte à la perfection dans les précédents. Aux yeux de l'auteur, cette commission a mis en lumière bien plus que l'action criminelle d'une poignée de libéraux hors-la-loi, elle a révélé la corruption même d'un régime politique qui a perdu tout sens de la mesure. Emblématique, le scandale des commandites se révèle un prolongement naturel et logique de la thèse laurentienne voulant que les élites qui « vivent à l'ombre de la tour du CN » aient besoin du Québec pour perpétuer leur domination, ce qui explique que Jean Chrétien et le Parti libéral du Canada, incapables de distinguer leur parti du gouvernement, ont pris la décision d'inonder le Québec de drapeaux. B. Cooper y voit là l'illustration d'une lutte entre deux bureaucraties qui s'affrontent dans une guerre de légitimité nationale à laquelle l'Ouest assisterait avec ennui, si ce n'était qu'elle est si onéreuse.

C'est pourquoi, au septième chapitre, B. Cooper va préconiser que les élites politiques reviennent à une politique plus modérée. Pour ce faire, il faut cependant effectuer un changement de mentalité important. D'une part, il est nécessaire d'abandonner l'idée d'unité nationale, celle-ci étant un mythe qui permet au gouvernement de justifier ses actions pancanadiennes en s'autoproclamant son gardien. D'autre part, il faut absolument que la vision de l'Ouest soit davantage prise en compte puisque celle-ci peut agir comme contrepoids à celle centrée sur l'Ontario et le Québec.

À plusieurs égards, les arguments de B. Cooper présentent des analogies avec quelques-unes des critiques soulevées par des intellectuels québécois. Par exemple, pensons à Guy Laforest et à sa dénonciation du « fédéralisme impérial »³. En outre, B. Cooper va lui-même invoquer la commission Tremblay (1955) qui affirmait que le fédéralisme voulait dire la défense des identités distinctes (p. 237). Mais l'allusion à cette commission ne peut masquer l'abîme qui le sépare des critiques québécoises.

En effet, la vision du nationalisme de l'auteur, laquelle continue de s'alimenter à la philosophie politique d'Eric Voegelin, est toujours aussi réfractaire au nationalisme québécois. Ayant déjà examiné ailleurs cette influence⁴, contentons-nous de dire que celle-ci continue d'innover sa façon de concevoir la question nationale québécoise. Le nationalisme de Lionel Groulx est

3. Guy Laforest, 2003, « Qu'est-ce que le Canada? », *Le Devoir*, samedi 28 et dimanche 29 juin, p. B5.

4. Frédéric Boily, 2007, « Le Québec et le Canada selon Barry Cooper : une analyse au prisme d'Eric Voegelin », dans *Stephen Harper. De l'École de Calgary au Parti conservateur : les nouveaux visages du conservatisme canadien*, sous la dir. de Frédéric Boily, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 75-97.

caractérisé comme étant une «vieille religion politique» (p. 81) et ce sont aussi les tenants du fédéralisme renouvelé qui sont analysés à la même lumière, comme le montre ce passage qu'il vaut la peine de citer :

[T]he honeyed words of federalist nationalists lead not to a pluralistic and peaceful state ordered by the moderate virtues of civic constitutionalism and procedural liberalism, but the creation of a new mystical body politic where individuals become constituent elements of an organic suprapersonal whole that the rest of us will be duty-bound to despise and reject, as we did with Meech Lake. (p. 83)

Ce passage montre de manière exemplaire que la façon voege-lienienne d'analyser la dynamique politique conduit à ne voir, dans les diverses positions qui s'expriment au Québec, qu'une même tendance de fond, celle voulant que la politique soit une «réalité spirituelle» plutôt qu'institutionnelle.

Ainsi, nous pouvons dire que cet ouvrage repose sur deux grandes strates, l'une concernant la nature corrompue du régime canadien, l'autre la nature spirituelle et religieuse de la politique canadienne. Celles-ci s'alimentent mutuellement pour produire un regard particulier sur le Canada, un regard que certains vont qualifier de néoconservateur après avoir lu la citation de Leo Strauss qui coiffe le premier chapitre.

Toutefois, ce serait une erreur de réduire cet ouvrage au néoconservatisme à la George W. Bush. À cet égard, dans le post-scriptum, l'auteur a raison de s'insurger contre les interprétations qui flirtaient avec la théorie du complot qui ont été avancées à propos de l'influence de l'École de Calgary. Il n'empêche qu'il va trop loin lorsqu'il en parle comme d'une légende. S'interdire de parler de l'École de Calgary, ce serait se priver d'une meilleure compréhension de la pensée politique de l'Ouest. Ayant dirigé un collectif sur le sujet, nous en sommes arrivés à la conclusion qu'il existe bien ce que nous pouvons appeler une *Calgary School* pour peu que quelques précautions soient prises et qu'elle soit vue comme étant composée d'un groupe (a) qui est le foyer d'une vision plus ou moins commune de l'évolution politique canadienne et (b) qui a laissé sa marque par ses idées et aussi parce qu'au moins deux de ses membres ont été activement impliqués en politique⁵. D'ailleurs, pour mieux comprendre l'actuel PC, il faut lire l'ouvrage de Tom Flanagan, celui-là même qui est présenté comme l'architecte de cette École.

5. Tom Flanagan, dont nous allons parler plus loin, et le politologue Ted Morton qui est ministre des finances au sein du cabinet d'Ed Stelmach. Pour de plus amples développements sur cette question, voir Frédéric Boily, 2007, «Le

**TOM FLANAGAN: LE «MUSSOLINI»
DE STEPHEN HARPER**

Tom Flanagan est un politologue important qui a publié des ouvrages marquants, notamment *First Nations? Second Thoughts* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 2000), qui a remporté les prix Donner et Donald Smiley. Celui qu'il a rédigé sur le mouvement réformiste, aussi réédité en 2009, constitue un incontournable sur le sujet⁶. Les lecteurs assidus du *Globe and Mail* savent bien que T. Flanagan manque rarement une occasion d'ajouter son grain de sel à l'actualité en cours en commentant les nombreux événements qui, en ces temps de gouvernement minoritaire, agitent la colline parlementaire. Flanagan est d'autant plus important qu'il a fait ce dont bien peu de spécialistes de la science politique peuvent se targuer puisqu'il a, si l'on peut dire, sauté la clôture pour s'impliquer activement dans l'organisation d'un parti politique. Plus précisément, il a eu le «privileège», comme il le dit lui-même, de participer à la réorganisation des «forces conservatrices» au Canada et à la construction de la *Harper's team* (p. 4-5). T. Flanagan faisait partie du petit groupe de collaborateurs qui ont convaincu Stephen Harper de faire le saut en politique alors que différentes personnalités le voyaient comme étant la solution aux problèmes de leadership qui, avec Stockwell Day, minaient l'AC.

C'est cette ascension du futur premier ministre que T. Flanagan raconte dans un ouvrage qui avait d'abord été publié en 2007 et qui a fait l'objet d'une récente mise à jour avec l'ajout de deux chapitres sur l'élection et la crise parlementaire de l'automne 2008. Mentionnons que la parution de l'ouvrage n'est pas passée inaperçue du côté de la gent journalistique et qu'il y en a eu plusieurs comptes rendus dans la presse grand public⁷.

Le premier chapitre, sous forme de prélude, explique la façon dont les routes de Tom Flanagan et de Stephen Harper se sont croisées dans les années 1990, notamment les textes qu'ils ont écrits à quatre mains et comment, enfin, Flanagan va se retrouver – au mois d'août 2001 – avec le titre d'organisateur de campagne de Harper. Dans une envolée à la Margaret Thatcher, l'auteur

néoconservatisme au Canada: faut-il craindre l'École de Calgary?», dans Boily, *Stephen Harper. De l'École de Calgary au Parti conservateur...*, op. cit., p. 27-54.

6. Tom Flanagan, 2009, *Waiting for The Wave. The Reform Party and the Conservative Movement*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press.
7. Le dernier exemple en date est celui de Susan Riley, 2009, «Plausibility, Not Truth, Is Close Enough for Harper's Strategists», *Edmonton Journal*, 27 septembre, p. A18.

commence par avouer le profond respect qu'il voue à la figure de Friedrich A. Hayek et à son concept d'ordre spontané⁸. Cet aveu est loin d'être anecdotique, car, en commençant ainsi, il se campe sur le terrain idéologique comme étant un libéral-conservateur. Il insiste en effet pour dire que F.A. Hayek n'est pas seulement un chantre du néolibéralisme et qu'il y a aussi chez lui une veine traditionaliste⁹. Cette mise au point est d'ailleurs tout à fait conséquente avec les travaux antérieurs de T. Flanagan, notamment ceux sur la politique autochtone, où il critique le rôle de l'État en cette matière¹⁰.

Par la suite, l'auteur narre avec style et dans le détail la mise en place de la structure organisationnelle du nouveau PC et les multiples défis auxquels ont dû faire face S. Harper et les siens pour s'imposer face à leurs rivaux réformistes, conservateurs et libéraux. Découpé en tranches chronologiques, l'ouvrage se présente comme une suite de tableaux qui correspondent chacun à une période précise. D'abord, Flanagan raconte comment l'équipe Harper est parvenue à gravir tous les échelons qui vont le mener au pouvoir, ce qui passait par la prise de contrôle de l'AC (chapitre 2). C'est à ce moment que Flanagan et les autres mettent en place les premiers éléments de ce qui va constituer la marque de commerce du clan Harper, à savoir un modèle de financement qui leur permet d'aller chercher des fonds auprès des partisans réformistes, ce que l'auteur appelle une campagne populiste de financement (*populist fundraising campaign*, p. 49). Ce système de financement – très efficace – assure aujourd'hui encore à la formation conservatrice des rentrées d'argent régulières et soutenues de la part de ses membres. Il faut reconnaître qu'il s'agit là d'un véritable tour de force organisationnel.

-
8. On sait que l'ancienne première ministre était connue pour avoir brandi *La constitution de la liberté* à ceux qui lui demandaient quelle était sa philosophie politique. (Serge Audier, 2008, *Le colloque Lippmann. Aux origines du néo-libéralisme*, Lormont, Le Bord de l'eau, p. 9.)
 9. Hayek récusait l'épithète de conservateur. Mais il y a bien un côté conservateur chez lui ou du moins ses écrits peuvent donner lieu à une lecture conservatrice. (Voir, entre autres, John Gray, 2009, « Hayek as a Conservative », *Gray's Anatomy. Selected Writings*, Toronto, Anchor Canada, p. 123-131.)
 10. Pour en savoir davantage concernant l'influence de Hayek sur Flanagan, voir le texte de Nathalie Kermoal et Charles Bellerose, 2007, « Les influences voegélienne et hayékienne dans les écrits de Thomas Flanagan », dans Boily, *Stephen Harper. De l'École de Calgary au Parti conservateur...*, op. cit., p. 55-74.

Une partielle infructueuse en Ontario va cependant convaincre S. Harper de la nécessité de réaliser l'union de la droite. C'est ainsi que, dans les troisième et quatrième chapitres, T. Flanagan raconte la fusion de l'AC avec le PC, dirigé alors par Peter MacKay. Le processus de négociations est exposé avec minutie par l'auteur qui passe pas mal de temps à discuter des règles concernant l'élection du nouveau chef et à exposer les avantages et désavantages de choisir un mode ou l'autre (égalité des membres ou égalité des circonscriptions). Le lecteur apprend que l'équipe Harper craignait tout particulièrement que Bernard Lord ou Mike Harris se joignent à la course à la direction, les deux jouissant d'un fort capital auprès des troupes conservatrices. Harper va finalement mettre la main sur le PC nouvelle mouture, au détriment de Belinda Stronach, qui était la seule véritablement en mesure de lui tenir tête à la direction de la formation conservatrice.

Ensuite (chapitres 5-8), le lecteur est en quelque sorte convié à revoir les années de formation du futur premier ministre. Le constat de l'auteur concernant la première élection, celle de 2004, est que l'équipe Harper n'était tout simplement pas prête à se lancer dans une campagne. Mal préparées, les troupes conservatrices s'en tirent bien au début de la campagne, mais perdent le contrôle de l'ordre du jour politique – les nerfs de l'équipe craquent si l'on peut dire –, notamment à partir du moment où les libéraux versent dans la publicité négative. Tout au long de l'ouvrage, T. Flanagan se montre en effet convaincu que ce type de publicité est fructueux pour qui veut et sait l'utiliser. Les récentes publicités négatives contre le chef libéral Michael Ignatieff, diffusées en août et en septembre 2009, ne feront que conforter Flanagan et tous ceux qui pensent comme lui que ce type de publicité a un réel impact. En rétrospective, Flanagan juge que cette première élection peut se comparer à la première des guerres puniques, lorsque Rome a fait de modestes gains en prenant la Sicile (p. 191).

Après les élections de 2004, où les libéraux de Paul Martin sont minoritaires, les conservateurs se lancent, pour continuer avec son analogie, dans la seconde guerre punique et partent à l'assaut du pouvoir. Dans un premier temps, le premier ministre libéral avait su déjouer le trop grand empressement des conservateurs en promettant de tenir des élections après le dépôt du *Rapport Gomery*, qui surviendra en novembre 2005, ce qui a donné des élections en janvier 2006. Dans un second temps, l'équipe Harper avait su tirer les leçons de la première campagne et la deuxième était cette fois plus disciplinée, avec un programme articulé autour de cinq priorités. Les conservateurs ont pu cette fois résister aux libéraux. Mais encore a-t-il fallu d'un peu de chance : Flanagan

croit à cet égard que l'enquête de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), révélée au milieu de la période des fêtes, aurait constitué un point tournant de cette campagne victorieuse.

Le neuvième chapitre (qui était le dernier de l'édition de 2007) se veut plus analytique. En effet, dans ce bréviaire du conservatisme (*The Ten Commandments of Conservative Campaigning*), T. Flanagan livre ce qu'il croit être les incontournables leçons de toute campagne conservatrice, lesquelles se résument de la manière suivante. Étant donné que le Canada n'est pas un pays conservateur – Barry Cooper dit la même chose –, le PC ne peut espérer gagner sans une discipline de fer et sans qu'il n'y ait de la division dans les rangs de l'opposition. D'où les premiers commandements de l'unité, de la modération, de l'inclusion et de la progression à petits pas (*incrementalism*). Ces quatre épîtres, si l'on peut dire, reposent sur l'idée que la base partisane des conservateurs n'est pas assez forte pour soutenir avec succès le PC. Les six autres commandements sont liés à la mentalité que les conservateurs doivent démontrer pour garder le pouvoir, notamment le septième qui insiste sur l'importance d'être endurci (*toughness*): « *We cannot win by being Boy Scouts.* » (p. 285)

Or, n'est-ce pas précisément ce dont Harper et les siens ont fait preuve après l'élection de 2008 lorsqu'ils ont annoncé, dans un énoncé économique, l'abolition du financement des partis ? Le lecteur pourra alors s'étonner de lire que Flanagan, dans l'un des deux chapitres qui ont été ajoutés pour l'élection de 2008 et ses suites, se montre critique à l'égard de son ancienne équipe, à tel point qu'on murmure qu'il ne serait plus dans les bonnes grâces du parti. Flanagan accuse en effet le premier ministre d'avoir particulièrement mal manœuvré en voulant diminuer le financement des partis, car il était prévisible que l'opposition ne laisserait pas passer une telle mesure sans réagir. Rien de moins que la pire erreur de sa carrière politique, écrit Flanagan (p. 321), ce dont plusieurs conviendront sans peine. Mais le lecteur ne peut s'empêcher de penser que l'attitude de Harper découle bien des enseignements de Flanagan, notamment en ce qui a trait à l'idée évoquée plus haut, celle voulant que les conservateurs ne gagnent pas lorsqu'ils ont une attitude de *boy scouts*.

En fait, la crise de décembre 2008 montre qu'il y a une tension fondamentale entre le deuxième commandement, celui de la modération, et le septième, celui insistant sur la dureté. À certains moments, peut-on croire, il est impossible de concilier les deux et il est nécessaire de choisir. Or, tout le défi consiste à savoir à quel moment un dirigeant politique doit faire preuve de fermeté et quand il lui faut enterrer la hache de guerre. À cet égard, T. Flanagan peut bien donner des leçons, mais lui-même reconnaît maintenant certaines erreurs. En effet, il confesse avoir été trop

insistant auprès de Chuck Cadman, atteint du cancer, pour le convaincre de voter contre le gouvernement. D'où l'ironie de le voir maintenant critiquer son ancien chef.

Enfin, terminons en nous demandant quel était le statut de Flanagan au sein de l'équipe Harper. Comme cela a été mentionné plus haut, la parution de l'ouvrage a été remarquée par les journalistes qui voient généralement en Flanagan l'architecte de la stratégie et des politiques conservatrices. Or, bien qu'il ne renie nullement son rôle auprès des conservateurs, Flanagan se montre particulièrement soucieux de clamer qu'il n'était pas responsable des politiques, ce qu'il montre bien. Dans un récent article pour la revue de l'enseignement supérieur, *Academic Matters*, Tom Flanagan revient à la charge lorsqu'il explique qu'il n'avait rien à voir avec les stratégies ou l'élaboration des politiques. Au contraire de ses deux années passées avec le *Reform Party* (1991-1993) où il agissait comme directeur de recherche, il se serait occupé strictement de questions organisationnelles. C'est pourquoi il va se décrire plaisamment, à ses risques et périls, comme le « Mussolini » de Stephen Harper : « *I was the Mussolini (and every political organization has to have one) who made the trains run on time*¹¹. » Il ne s'agit nullement de mettre en doute sa parole, encore qu'il paraisse pour le moins surprenant de croire qu'il n'y avait pas à l'occasion des discussions – ne serait-ce que dans les couloirs ou entre deux portes – où Flanagan s'interrogeait sur les politiques à suivre avec les autres membres du clan Harper. Pour rester dans les analogies italiennes, le lecteur veut bien croire que Tom Flanagan n'était pas le Giovanni Gentile¹² des conservateurs. Mais Flanagan était-il aussi peu impliqué qu'il le dit ? Par exemple, il explique qu'avant les élections de 2004, lorsque les conservateurs préparaient leur programme, c'est principalement Ken Boessenkool qui s'occupait de celui-ci et que lui-même n'a été impliqué qu'à la mi-mai pour veiller au processus de mise en page et d'édition. Pourtant, il ajoute que le programme était plus ou moins terminé à ce moment, ce qui peut laisser entendre une certaine participation de sa part (p. 155). En outre, cette insistance devient un peu étrange puisque,

11. Tom Flanagan, 2009, « Academics in Politics », *Academic Matters, The Journal of Higher Education / La revue de l'enseignement supérieur*, mai, p. 17.

12. Giovanni Gentile, qui a publié « The Philosophic Basis of Fascism » dans la revue *Foreign Affairs* (1928), était considéré comme le philosophe officiel du fascisme. (Voir Enzo Traverso, 2001, *Le totalitarisme. Le xx^e siècle en débat*, textes choisis et présentés par Enzo Traverso, Paris, Éditions du Seuil, p. 20-21.)

au-delà de savoir qui a fait quoi de manière très précise, Flanagan est resté solidaire des orientations programmatiques prises par l'équipe Harper.

Chose certaine, la lecture de cet ouvrage permet de saisir, à travers la façon dont Harper et les siens ont manœuvré, les lignes de force qui sont encore à l'œuvre chez les conservateurs. À cet égard, nous constatons que les libéraux sont en train d'adopter les mêmes méthodes, notamment en matière de financement. Surtout, nous comprenons mieux les racines de l'ambiance de « guerre civile » qui prévaut maintenant sur la colline parlementaire, car, s'il n'y avait qu'un seul message à retenir de ce livre, c'est que les conservateurs, dans leur volonté de s'imposer comme le nouveau parti de gouvernement, ont démontré une détermination à toute épreuve.

BOB PLAMONDON: LORSQU'UN PARTISAN DE BRIAN MULRONEY RACONTE L'HISTOIRE DES CONSERVATEURS

Bob Plamondon n'a pas la même stature académique que Barry Cooper et Tom Flanagan dans la mesure où il n'est ni un politologue de formation, ni un professeur de carrière, même s'il a lui aussi enseigné. Ayant fait ses études en management, il est plutôt une sorte d'homme orchestre puisqu'il se décrit comme auteur, historien et consultant en politiques publiques, sans oublier qu'il s'est présenté comme candidat conservateur en 1988. Et si l'on en croit la liste bien garnie des remerciements, B. Plamondon a rencontré bien des gens, dont plusieurs gravitent dans l'univers des conservateurs.

Chose certaine, il possède une bonne connaissance de son sujet, preuve en est cet ouvrage détaillé de plus de 500 pages. Écrit dans un style peu inspiré, la lecture en est cependant parfois touffue, par exemple lorsqu'il parle des courses à la direction et qu'il entre trop dans les détails quant aux stratégies des différents candidats en lice. Un peu de retenue aurait donné du répit au lecteur, encore que d'aucuns auraient préféré en savoir davantage sur certains sujets, comme sur le mystère qui continue de planer sur la vie privée de Richard B. Bennett, sur son orientation sexuelle croit-on comprendre¹³. Saluons plutôt l'auteur pour avoir

13. Robin Sears, 2009, *National Post*, 11 avril, [<http://network.nationalpost.com/np/blogs/afterword/archive/2009/04/11/book-review-blue-thunder-the-truth-about-conservatives-from-macdonald-to-harper-by-bob-plamondon.aspx>], consulté le 6 octobre 2009.

su résister aux sirènes du sensationnalisme puisqu'on ne voit pas très bien, sinon pas du tout, ce que cela nous aurait appris de savoir avec qui Bennett passait ses soirées.

S'il existe des ouvrages sur les premiers ministres canadiens ainsi que plusieurs biographies consacrées à la figure de certains conservateurs comme John A. Macdonald, John Diefenbaker ou encore Brian Mulroney, il n'y en avait pas encore d'exclusivement consacré à l'analyse de chacun des chefs du PC. Bob Plamondon, qui avait précédemment publié un ouvrage sur les conservateurs¹⁴, élargit son cadre d'analyse et il entreprend de broser le tableau de tous les chefs qui ont mené la barque conservatrice depuis l'époque du vénérable – quoique pas toujours sobre – John A. Macdonald. En fait, Plamondon déplore qu'on rappelle trop souvent les problèmes du *Grand Old Man*, comme ceux des autres chefs conservateurs. Cela lui apparaît symptomatique d'une tendance à toujours souligner le côté négatif des choses.

À cet égard, il explique dans la préface que c'est précisément ce qui l'a motivé à écrire ce livre, encore que les libéraux ne sont pas autant épargnés qu'il l'affirme par cette tendance, songeons à ce qui a été écrit sur le comportement plutôt étrange de William L. Mackenzie King¹⁵. Quoi qu'il en soit, l'auteur demeure convaincu que les commentateurs et les historiens de la politique canadienne se sont montrés incapables de rendre justice à la contribution des conservateurs à la vie politique du pays. Outré par ce mauvais traitement, B. Plamondon entreprend de mettre en lumière l'apport des conservateurs à l'avancement du Canada. « *It's time Canadians learned the truth about its Conservative political history.* » (p. 17) En ce sens, il s'agit bien de réhabiliter l'œuvre des conservateurs en rappelant les contributions qui, aux dires de l'auteur, ont injustement sombré dans l'oubli.

Pour révéler ces grandes vérités oubliées, Bob Plamondon construit une grille d'analyse qui lui sert à évaluer le rôle de chacun des chefs. Cette grille, qui comprend « sept déterminants de succès ou d'échecs » (p. 18), lui permet par la suite de juger qui a bien dirigé le parti et d'identifier ceux qui, plutôt nombreux, ont mal conduit la formation conservatrice ou le gouvernement lorsque cela a été le cas, ce qui, doit-on se rappeler, n'est pas arrivé si souvent. Un bon chef est celui qui, tout en parvenant à garder l'unité des troupes (1), offre à la nation une vision inspirante (2) et parvient ainsi à mettre en place des politiques qui, bien que souvent impopulaires, font avancer la cause du pays (3). Un chef

14. Bob Plamondon, 2006, *Full Circle: Death and Resurrection in Canadian Conservative Politics*, Toronto, Key Porter Books.

15. J. L. Granatstein et Norman Hillmer, 1999, *Prime Ministers. Ranking Canada's Leaders*, Toronto, Harper Collins Publishers, p. 84.

d'envergure conçoit aussi l'impérieuse nécessité de construire des coalitions nationales (4), encore qu'il doive avoir une poigne de fer sans être autoritaire (5), tout en étant engagé à gagner (6), ce qu'il fait en divisant les opposants pour mieux les conquérir (7). Le lecteur comprend immédiatement que, avec une telle grille d'analyse, ceux qui seront identifiés comme étant de bons chefs seront plutôt rares.

Après la lecture de l'ouvrage, le lecteur en vient à croire qu'il existe, à vrai dire, trois grandes catégories de leaders conservateurs : ceux qui ont réussi et que nous pouvons appeler les « bâtisseurs », ensuite les « fossoyeurs » qui ont lamentablement échoué et, enfin, en reprenant le langage de Tom Flanagan, les « *boy scouts* », soit ceux qui, pour toutes sortes de raison, n'ont pas laissé une marque impérissable sur le parti ou dans la vie politique canadienne.

Dans la première catégorie, et ils ne sont pas si nombreux, il n'y en a guère que trois qui puissent raisonnablement prétendre faire partie de ce club sélect. J.A. Macdonald et B. Mulroney se rangent parmi les grands Bâtisseurs par excellence, la majuscule s'impose ici. L'auteur ne tarit pas d'éloges à l'égard de Macdonald, ce dernier, écrit-il, n'ayant pas d'égal (p. 474). Hormis les événements entourant la pendaison de Louis Riel et la réaction suscitée au Québec, à peu près rien ne lui est reproché. Aux yeux de Plamondon, Mulroney n'arrive pas très loin... si ce n'était de l'échec de sa tentative de réconciliation avec le Québec. Fidèle partisan de Mulroney, il apparaît quelque peu enivré par ce que lui-même appelle la mystique entourant l'ancien premier ministre (p. 347), car le chapitre qui lui est consacré est plutôt laudatif. Sans tomber dans le *Mulroney bashing*, un ton un peu plus critique aurait été approprié. Et certains lecteurs s'étonneront de voir que l'auteur considère que Macdonald et Mulroney ont défendu tous les deux le même type de conservatisme. À ses yeux, il n'y a pas de différence de nature entre la *national policy* et la politique du libre-échange, alors que plusieurs vont dire que Mulroney a plutôt éliminé les derniers vestiges de la politique nationale de Macdonald¹⁶.

16. Par exemple, Michael Hart (2007, « *Free Trade and Brian Mulroney's Economic Legacy* », dans *Transforming the Nation. Canada and Brian Mulroney*, sous la dir. de Raymond Blake, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 68) écrit ceci à propos des politiques économiques de Mulroney : « *The most important, if least publicized, was to effect domestic economic reform by eliminating, at least for trade with the United States, the last vestiges of Sir John Macdonald's National Policy and by constraining the more subtle new instruments of protection.* »

Dans une moindre mesure, John Diefenbaker appartient aussi à cette catégorie. Certes, son passage au gouvernement s'est terminé dans la confusion la plus totale. Il n'empêche que le succès électoral était au rendez-vous au début de son règne et qu'il a mis en place des politiques importantes, comme le *Bill of Rights*, et que sa vision pour le Nord canadien avait une réelle valeur. À vrai dire, Diefenbaker a commencé comme un bâtisseur pour finir comme un fossoyeur.

En ce qui concerne la seconde catégorie, elle comprend tous ceux qui, de manière générale, ont affaibli la formation conservatrice. Ce sont ceux qui, comme le « colonel » George Drew, avaient les idées trop courtes et ne comprenaient pas la véritable nature du Canada, ce qui se traduisait par une incapacité de s'entendre avec le Québec. Ajoutons l'intraitable Arthur Meighen qui, malgré ses talents d'orateur, n'a connu pratiquement que des échecs électoraux. Robert Borden est un cas un peu à part. On voit bien que Bob Plamondon l'estime beaucoup pour son rôle auprès des soldats canadiens et, surtout, parce qu'il a obtenu une place pour le Canada sur la scène internationale. Malheureusement, bien que nécessaire, la conscription a rendu pour le moins difficile le sort du PC au Québec. Malgré sa victoire en 1930, et certaines de ses réalisations, Richard B. Bennett va mener le gouvernement comme un bureau de direction alors que la crise économique aurait demandé un style de gouverne plus compassionnel. Il va laisser le parti dans un tel état que cela va prendre deux décennies avant que les conservateurs ne puissent revenir au pouvoir. Aux yeux de Bob Plamondon, Joe Clark occupe une place spéciale en raison de la vitesse avec laquelle il a lui-même creusé sa tombe, si l'on peut dire, dans la mesure où il a perdu le pouvoir par sa faute. Il n'y a guère que Kim Campbell qui puisse rivaliser avec lui, encore que l'auteur ne prenne pas toute la mesure de la difficulté qu'il y avait à succéder à Brian Mulroney.

Quant aux *boy scouts*, ce sont enfin tous ceux qui, faute de temps ou d'ambition, n'ont pas pu laisser une marque importante sur la vie politique canadienne de leur temps. Plusieurs des chefs de cette catégorie ont souvent été oubliés, pas toujours pour de mauvaises raisons. Il y a peu à dire de Robert J. Manion qui, même s'il avait bien préparé son parti contre W.L. Mackenzie King, a simplement été abandonné par la *Fortuna* – le déclenchement de la guerre et la défaite de Duplessis, en 1939, avec qui il avait forgé une alliance –, ce qui l'a empêché de se hisser au pouvoir. John Bracken et Robert Stanfield montrent plutôt l'exemple de conservateurs qui n'ont pas pris tous les moyens pour gagner, particulièrement le second qui avait les libéraux acculés dans les câbles et qui n'en a pas profité. Quant à John Abbott, Sir John Thompson, Mackenzie Bowell et Charles Tupper, auxquels on ajoutera plus

récemment Jean Charest et Peter MacKay, il n'y a pas grand-chose à retenir. Leur passage a été généralement de courte durée et ils n'ont pas eu l'occasion d'imprimer une marque importante sur la vie politique de leur époque. Pas l'un d'entre eux n'est passé ou ne passera à l'histoire.

Plamondon n'a guère de sympathie pour les deux conservateurs de l'Ouest, Stockwell Day et tout spécialement Preston Manning. Ce dernier est décrit comme un homme pris dans la torpeur religieuse qui n'avait à cœur que ses propres intérêts (p. 363). Toutefois, il mésestime Manning, qui est un intellectuel plus sophistiqué qu'on le croit et il y a ici tout avantage à consulter l'ouvrage de Tom Flanagan sur le *Reform Party*, mentionné plus haut, pour s'en convaincre. La pensée de Manning est plus complexe qu'il n'y paraît de prime abord et il est injuste de la réduire à sa composante religieuse.

Reste le cas de Stephen Harper, difficile à juger puisque l'on ne dispose pas encore du recul de l'histoire pour interpréter sa performance. Chose certaine, Harper n'est pas Manning et c'est pourquoi il a pu ramener les conservateurs dans le giron du pouvoir. Déjà, Plamondon peut affirmer que Harper, par son désir de gagner, est dans la même ligue que les Macdonald, Mulroney et Diefenbaker (p. 467-468), encore que cela lui ait pris un certain temps pour comprendre la nécessité de forger des alliances avec le Québec. Cependant, Harper a évolué et l'idéologue qu'il était au milieu des années 1980 est devenu plus pragmatique. Cela dit, Plamondon remarque que les vieux démons de Harper refont parfois surface, comme au moment de la mise à jour économique de novembre 2008, laquelle a grandement terni sa fameuse réputation de stratège.

À vrai dire, les événements de décembre 2008 soulignent la grande faiblesse des conservateurs que Bob Plamondon met en relief tout au long de son ouvrage, soit cette incapacité à construire des alliances durables avec le Québec. La sensibilité à l'égard des francophones constitue un étalon qui permet à Plamondon de juger de l'habileté des différents chefs conservateurs. Les chefs qui ont réussi sont ceux qui, explique-t-il, comprennent la nature duale du Canada et qui, par conséquent, sont attentifs aux Québécois, Brian Mulroney en étant le meilleur exemple. Les mauvais chefs sont demeurés aveugles à cette dualité ou alors y étaient carrément hostiles, comme cela était le cas de George Drew qui parlait des « *French Canadian bastards* ». Aux yeux de Plamondon, ceux-là ont fait un tort immense au PC. La clé du succès consiste donc à revenir à l'esprit de compromis qui habitait Macdonald et Mulroney.

Après avoir lu ces trois ouvrages, le lecteur est en mesure de prendre le pouls du mouvement conservateur aujourd'hui et, surtout, de comprendre que celui-ci ne bat pas nécessairement au même rythme des deux côtés du pays. Plus précisément, le nœud de discorde entre les deux courants concerne l'attitude qu'il faut adopter à l'égard du Québec.

D'un côté, Bob Plamondon symbolise le conservatisme que l'on appelle *Red Tory*, qui croit à la dualité nationale canadienne. À la manière de Brian Mulroney qui disait que « ça ne prend pas un doctorat de l'Université de Montréal pour comprendre que les conservateurs ont besoin du Québec pour espérer gagner sur la scène électorale » (*Blue Thunder*, p. 318), Plamondon, comme cela a été mentionné plus haut, fait de l'alliance avec le Québec la clé de toute stratégie conservatrice victorieuse.

Or, de l'autre côté, nous avons les conservateurs de l'Ouest qui ont une autre façon de voir les choses. Les intellectuels de Calgary, surtout Barry Cooper, se montrent particulièrement insatisfaits par l'évolution politique à laquelle nous assistons sur la scène fédérale et ils sont plus intraitables concernant la question du Québec. Cela est moins manifeste chez Tom Flanagan, dans la mesure où il reconnaît la nécessité de construire des ponts avec le Québec. Mais lui aussi finit par dire que, dorénavant, la politique de séduction à l'égard du Québec, sans cesser complètement, ne sera plus aussi centrale dans la stratégie conservatrice. Plus précisément, pour gagner, Flanagan explique que les conservateurs devaient, jusqu'à récemment, courtiser « trois sœurs », soit les conservateurs de l'Ouest, les conservateurs de l'Ontario et ceux du Québec. Or, la dernière élection vient de montrer qu'il y en avait une quatrième, une « petite sœur » fraîchement débarquée, celle des minorités ethniques que l'on croyait acquises aux libéraux. Stephen Harper et les siens estiment qu'il est maintenant possible de gagner une majorité en courtisant cette portion de l'électorat qui a souvent des valeurs plus conservatrices en matière religieuse et familiale. Le Québec perdrait ainsi la place spéciale qu'il occupait auparavant¹⁷. Ce à quoi les partisans de Mulroney, comme Plamondon et bien d'autres, vont répondre que c'est là une vieille lune que de vouloir gagner sans le Québec, et que celle-ci a fait plus de tort que de bien aux conservateurs. Quoi qu'il en soit, la proposition conservatrice d'augmenter le nombre de députés en provenance de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de l'Ontario va dans cette direction, celle de rendre le Québec moins indispensable pour former une majorité au Parlement.

17. Tom Flanagan, 2008, « Courting the Fourth Sister: For Stephen Harper, the Ethnic Vote Is Easier To Woo than Québec », *The Globe and Mail*, 14 novembre, p. A23.

C'est pourquoi on a tout intérêt à lire les ouvrages de Barry Cooper et de Tom Flanagan, surtout les fédéralistes québécois et tous ceux qui rêvent d'une réconciliation autour de la thèse des deux peuples fondateurs. Ils devraient alors comprendre que la dynamique au sein des conservateurs a peut-être changé plus profondément qu'on ne le croit généralement. Bien sûr, il ne s'agit pas de prétendre que ces intellectuels représentent toute l'étendue de la pensée politique de l'Ouest canadien. Il n'en demeure pas moins qu'ils incarnent un courant de pensée qui, rébarbatif quant à l'évolution politique des années 1980 aux années 2000, parvient lentement à imposer certaines de ses idées.

Frédéric Boily
Campus Saint-Jean, Université de l'Alberta